

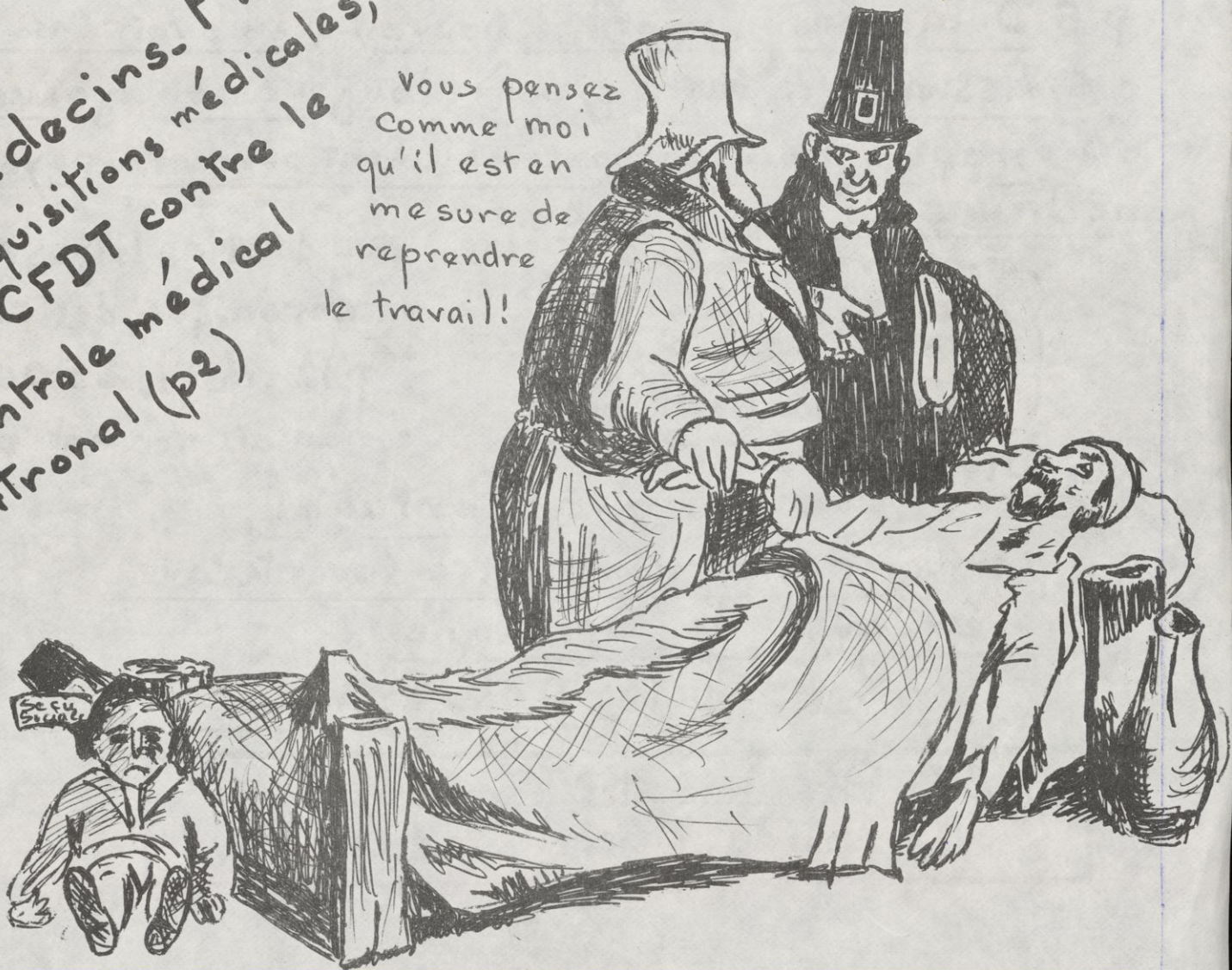
QUEST apl information 1976

Bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

REPRODUCTION ET UTILISATION DES INFORMATIONS ENTIEREMENT LIBRES...

Médecins, Flics,
Perquisitions médicales,
Le CFDT contre le
Contrôle médical
Patronal (p2)

Vous pensez
comme moi
qu'il est en
mesure de
reprendre
le travail!



no 122

5 Janvier

ABONNEMENT
12 NUMEROS
15,00 fr.

1,50 F

APL - 29 RUE JEAN JAURES 44000 NANTES - LIBRAIRIE 71 - TEL. 73. 82. 48

apl : periodique nantes cccap 54701

apl : périodique nantes cccap 54701

Directeur
Maurice Clavel

Imp. Spz

AU MENU CETTE SEMAINE (sommaire)

PLAT DU JOUR:



page 2.3.4 : Médecins-Flics, Perquisitions
médicales, le dossier des métallos CFDT

(Nantes) contre les contrôles patronaux

p.5 Dubigeon: un mort, il pourrait y en avoir 10...

p 6 Esswein (La Roche s/yon): toujours en grève

p 8 Appel: pour un rassemblement ouvriers, paysans,
pêcheurs de Bretagne

p13.. de "P" comme
parcmètres -- à..

"N" comme Neptune..

p14 Divorce

p 15: Portugal

p 17 Comités Bretons: lettre ouverte aux
évêques de Bretagne

p 18: Armée: dossier R.P.L.

p. 23 : Par delà les barreaux:
solidarité - et syndicalisme ...

- p 11: Noël, joyeuse
- chronique des fêtes..
- p 12: Noël, 25000
- nantais n'en ont pas!

SPÉCIAL :

CONTRÔLE MÉDICAL PATRONAL

"MÉDECIN-FLIC" ...

Ce qualificatif populaire définit clairement ce que nous pensons de la mise en place par le Patronat d'une nouvelle forme de répression des travailleurs.

Au lieu d'intensifier l'action préventive face aux maladies et accidents, les employeurs ont choisi le bâton :

"LA PERQUISITION MÉDICALE"

SUR CONSIGNE DE L'U.I.M.M.:

C'est en 1974, que la Chambre Patronale de la Métallurgie nantaise a pris la décision d'organiser son propre service de contrôle médical des arrêts de travail, en s'appuyant sur :

- 1° - Une consigne de l'U.I.M.M. (Fédération Nationale du Patronat de la Métallurgie).
- 2° - Un texte de la Convention Collective de 1957, stipulant : "qu'après un an de présence dans l'établissement, en cas de maladie dûment constatée par certificat médical et contre-visite s'il y a lieu, les appointements mensuels seront payés à plein tarif pendant..."

ET CONTRE LES DROITS ACQUIS PAR LA MENSUALISATION

- 3° - Le fait que l'Accord National de mensualisation de Juillet 1970 donnait ses droits à l'ensemble des travailleurs.
- 4° - Les patrons invoquent les risques de fraude résultant de ces nouvelles dispositions ainsi que l'insuffisance du contrôle par les médecins de la Sécurité Sociale.

EN LOIRE-ATLANTIQUE, UN MÉDECIN, LE DOCTEUR DUTERTRE, de GRANDCHAMP des Fontaines

a été embauché par la Syndicat Patronal et agit au nom des entreprises de la Métallurgie qui le lui demandent. (Dans d'autres départements, il a été fait appel par le Patronat à des organismes dits "spécialisés" comme SECUREX.)

APPEL AUX MÉDECINS

Nous pensions que tous les médecins de notre région avaient été informés officiellement de ce contrôle privé. Différents faits que nous venons de vivre nous démontrent que ce n'est pas le cas ; c'est pourquoi, nous considérons de notre devoir, en tant que responsables syndicaux, de vous informer sur nos positions tant en ce

3

qui concerne la pratique patronale, que les conséquences qu'elle a sur la santé des métallos de notre région, et par suite sur nos relations avec le corps médical.

"INFLUENCER PAR LA PEUR..."

Il est clair que par ce super contrôle privé, la Chambre Patronale entend passer autant sur les décisions du corps médical, que sur l'attitude des travailleurs.

La mise en place de cette police médicale constitue bien une atteinte flagrante aux libertés individuelles des travailleurs, une entrave au libre-choix d'un médecin (ce grand principe de la médecine libérale semble subitement abandonné !).

Comment ce médecin-contrôleur, au cours d'une rapide visite auprès du malade, souvent en fin d'arrêt de travail, sans connaître le contexte, tant familial que social de l'intéressé ou sa situation intérieure, peut-il valablement décider à la place, soit du médecin de famille, soit d'un spécialiste ayant tous les éléments du dossier ?

Nous pouvons affirmer que ce contrôleur patronal, abuse en fait de son état de médecin pour influencer, par la peur, les travailleurs en arrêt de travail, et à chaque fois les faire reprendre le travail avant la date prévue.

Nous avons d'ores et déjà engagé une procédure au Tribunal des Prud'hommes de Nantes sur un cas flagrant.

Nous assistons ainsi à des situations invraisemblables où des salariés qui avaient été mis en demeure par le médecin-contrôleur de reprendre leur travail avant la fin de l'arrêt prescrit, ont été renvoyés à leur domicile par le médecin du travail de l'entreprise, qui lui, ne les trouvait pas aptes !!!

En fait, avec ce système, le salarié est sanctionné par l'employeur (suppression de son complément d'indemnité) alors qu'en fait le litige est un litige d'experts (appréciation de médecins) et que le salarié a dans la majorité des cas, peu de possibilités d'influencer.

POUR MAINTENIR L'ABSENTE ISME AU NIVEAU D'AVANT LA MENSUALISATION

Les patrons utilisent donc la contre-visite pour faire pression sur les travailleurs et les amener à reprendre la travail le plus vite possible.

Craignant de voir leurs indemnités supprimées, et leurs revenus diminués, les ouvriers feront aussi comme "avant la mensualisation" : ILS S'ABSTIENDRONT DE S'ARRETER DE TRAVAILLER POUR RAISON DE MALADIE, OU DE CONSULTER UN MEDECIN AU DETRIMENT DE LEUR SANTE....

Alors à quoi bon avoir signé un accord mensualisation ?

LE DROIT A LA SANTE DES TRAVAILLEURS

C'est pour nous, Organisation Syndicale, une revendication primordiale. Nous ne pouvons laisser se développer une telle atteinte au droit des travailleurs.

DES DROITS

En dehors de l'atteinte aux libertés privées, la lutte contre les fraudes invoquées par les patrons n'est qu'un prétexte, car il existe déjà une procédure, celle de la Sécurité Sociale.

Se pose aussi le respect des droits de la défense :

Quand les patrons font référence aux clauses de la Convention Collective relative aux possibilités de contrôle (clauses qui, à notre connaissance n'ont jamais été appliquées dans notre région entre 1957 et 1974), ils ne font pas état d'une autre clause qui prévoit :

"En cas de désaccord entre le médecin désigné par l'employeur et celui de l'intéressé, il sera fait appel à un tiers médecin désigné d'un commun accord".

Contrairement à cela, la contre-visite telle qu'elle est organisée actuellement, permet au médecin patronal de trancher unilatéralement le litige qui l'oppose au médecin traitant sans que ce dernier puisse faire valoir les arguments qui l'ont conduit à prescrire l'arrêt de travail.

LA JURISPRUDENCE EST PARTAGÉE

NOUS DEMANDONS

à tous les médecins qui prescrivent des arrêts de travail, qui, nous en sommes persuadés, sont justifiés, de maintenir face au médecin patronal leur prescription.

DE NOTRE COTE

- Nous continuons notre action juridique. La jurisprudence est partagée ; (mais plusieurs procès ont déjà été gagnés comme à MAUBEUGE par exemple).
- Nous continuons notre campagne d'information.
- Nous éditons une marche à suivre pour l'ensemble des travailleurs en cas de contrôle médical patronal.

EN CONCLUSION

Nous souhaitons que le corps médical dans son ensemble saura prendre une position sans équivoque pour sauvegarder la liberté de prescription des médecins, et le respect des droits à la santé des travailleurs, rejetant ainsi ce contrôle qui met en cause, non seulement l'honnêteté des salariés, mais également l'objectivité des diagnostics formulés par les médecins.

La Commission Exécutive de l'Union Métaux

C. F. D. T. NANTES

Dans le n° 121 (22.12.75) l'APL a publié le compte rendu d'une première victoire des travailleurs de Loire-Atlantique contre les médecins-flics, et contre le patronat. Ici, Creusot. Loire (les Batignolles), condamné à verser un complément de salaire et des dommages intérêts à un fraiseur de l'usine.

5 DUBIGEON : UN MORT... IL POUVAIT Y EN AVOIR 10 !

Après St Nazaire: (2 morts et 4 blessés graves)
Après Les morts de la Seyne et de la Ciotat, ces dernières semaines.
C'estUN MORTle 29-12-75 à Dubigeon-Nantes, mais tel que se présentent les faits, c'est 10...12...et plus que nous pourrions déplorer.

En effet: une vanne d'une conduite de vapeur de 250 mm. de diamètre éclate dans un local de 4m. sur 6 environ, mettant celui-ci en surpression en quelques minutes. La porte de ce local qui donne dans une "coursive" (couloir) de navire est littéralement soufflée et le jet de vapeur, ainsi que la déflagration blesse mortellement un peintre occupé dans cette coursive.

Quand on sait que cette coursive est le passage normal pour accéder à la machine d'une part et à une plat de forme d'autre part, on peut aisément deviner que le drame aurait pu être encore plus important.

Les organisations syndicales CFDT-CGT avec leur comité d'hygiène et de sécurité enquêtent sur les causes exactes. Mais elles accusent le profit qui est toujours à la base des mauvaises conditions de travail, du rendement du cloisonnement des divers étages et travaux, de l'emploi de matériaux dangereux qui mettent en danger permanent la vie et la santé des travailleurs.

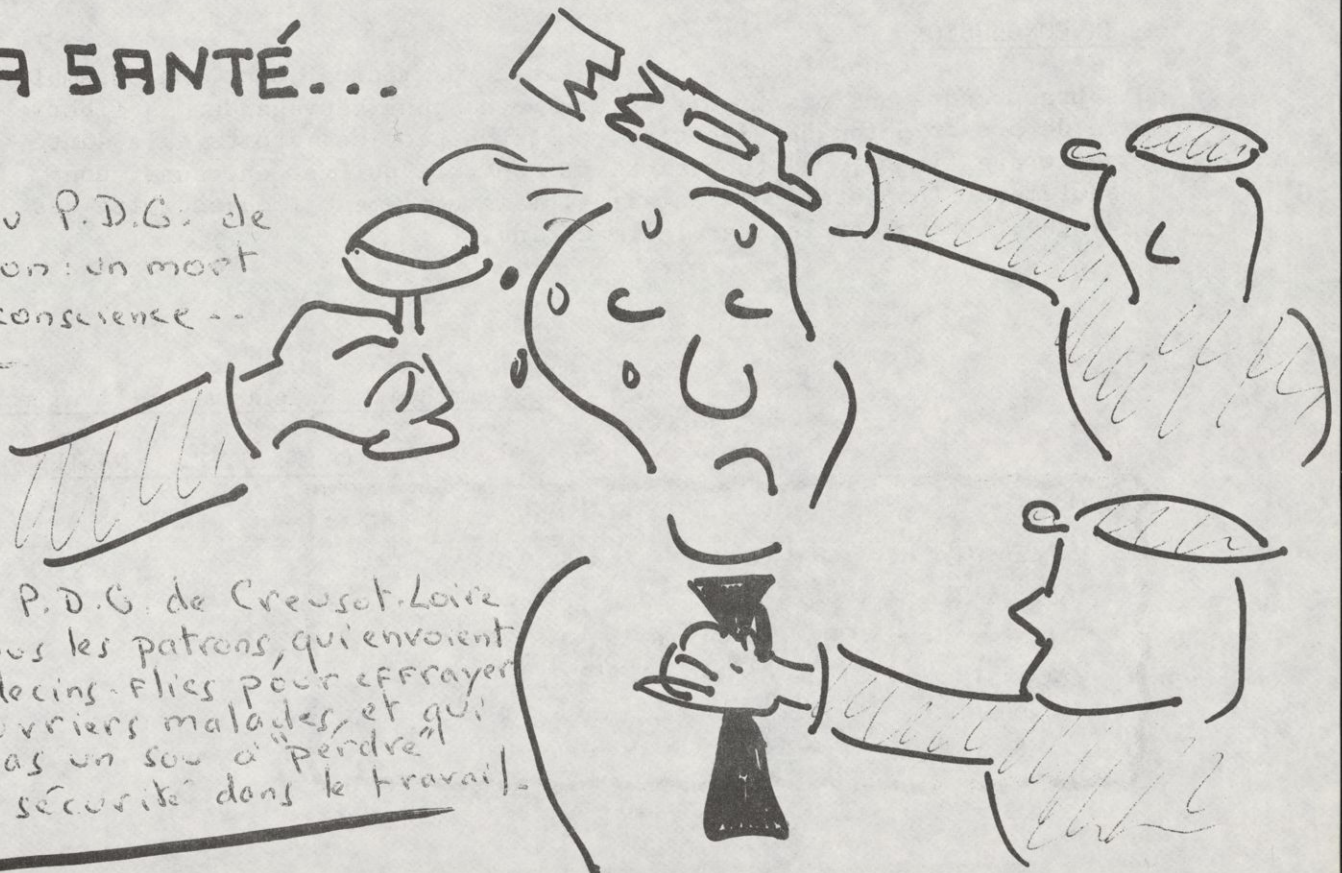
Dossier complet prochainement.

Correspondance ouvrière Dubigeon,

À LA SANTÉ...

... du P.D.G. de Dubigeon: un mort sur la conscience ...

... du P.D.G. de Creusot-Loire et de tous les patrons, qui envoient leurs médecins-flics pour effrayer leurs ouvriers malades, et qui n'ont pas un sou d'"épargne" pour la sécurité dans le travail.



ESSWEIN (LA ROCHE SUR YON) : QUAND LA VENDÉE SE MET EN GRÈVE...

6

ESSWEIN, une des principales boîtes de la Roche avec ses 1 200 OS-P1 devenue en 69-70, une filiale de THOMSON BRANDT, ce qui permet à la Direction régionale de refuser les revendications syndicales. Ainsi les travailleurs d'ESSWEIN ont-ils vu, particulièrement depuis octobre 74 :

- L'augmentation des charges de travail,
- des mutations, des déclassements, des licenciements,
- diminution de l'emploi, par le refus du réembauchage après l'armée, le congé maternité, la formation permanente;

... et les profits s'accroître.

Les travailleurs acceptaient de moins en moins cette situation.

Déjà au cours de la journée nationale du 5 novembre, alors que des débrayages de 2 heures étaient demandés nationalement, ici, l'arrêt de travail fut de 24 heures et un cahier de revendications fut déposé.

Il comprenait :

- . Augmentation uniforme pour tous égale à 8 % du salaire moyen pondéré plus 50 F pour les basses catégories.
- . Cinquième semaine de congés payés.
- . Diminution des cadences (de la charge de travail).
- . Pas de récupération des jours chômés, mais embauchage.

Devant le succès de cette journée (90 % des OS ont débrayé), les syndicats proposent les samedis 15 et 22 novembre, des grèves contre la récupération, ce fut un échec, (seulement 10 % de grévistes).

Une grève qui part de la base

Devant ce fiasco, les Syndicats n'appellent pas à la grève à la journée d'action nationale du 2 décembre. Mais à 10 heures, l'Atelier de Tôleries (60) débraye en reprenant les revendications du cahier ; à 11 heures, la Chaîne lave-vaisselle s'arrête ; puis une autre, puis encore une... A 12 heures, TOUTE FABRICATION EST ARRÊTÉE.

La situation est présentée à l'équipe de l'après midi et un vote est décidé pour le lendemain.

3 décembre : Vote sur les trois propositions suivantes :

- Contre toute action
- Des débrayages
- Grève illimitée

1 200 inscrits, 1 052 votants
67 % pour la grève illimitée.

Un piquet de grève est mis sur pied, mais pas d'occupation et le piquet laisse passer les non-grévistes.

4 décembre : Information pour les mensuels.

5 décembre : Vote des Mensuels - 45 % pour la grève.

8 décembre : La Direction refuse de négocier.

10 décembre : Assemblée Générale qui décide l'occupation le 11, et fait une manifestation dans l'entreprise ; 800 personnes défilant 4 par 4 (Ca faisait du bruit !), distribution de 20 000 tracts sur la Vendée.

7

11 décembre : OCCUPATION.

12 décembre : Les délégués sont assignés en référé.

Sans les O.S. et O.P.1, le travail ne peut pas être bien fait

Ce même jour, les Syndicats demandent une réunion extraordinaire du Comité d'entreprise pour présomption sur la qualité des machines en justifiant ainsi l'occupation.

17 décembre : Le tribunal ordonne l'évacuation des lieux.

Du 18 au 21 décembre : Chassé croisé avec la Direction qui propose :

- Augmentation de 3 % anticipée (soit augmentation réelle de 1,75 %).
- Moins de récupération (paye 25 % des samedi).
- Prime d'ancienneté rejoignant la grille nationale.

22 décembre : Les non-grévistes se pointent derrière la direction.

Enfin l'A.G. décide sous la pression des Syndicats de faire un vote gréviste-non-gréviste.

Résultat du vote :

OS - OP1	-	1 116 votants ;	636 pour la grève ;	9 nuls.
P3 -P3-ETAM-		354 inscrits ;		
		300 votants ;	74 pour la grève ;	

Total 50,5 % pour la grève.

28 décembre : Une délégation de grévistes était reçue par la Préfecture, ainsi qu'une délégation de non-grévistes venue demander l'application du jugement d'expulsion.

P.S. A noter l'unité d'action CFDT-CGT, dans l'usine où la CFDT est majoritaire, ainsi que le rôle de briseuse de grève de la CGC et de la maîtrise.

Le 28/12
Enquête A.P.L.

Faute de place,
Nous n'avons pu publier cette semaine
le papier sur l'Assemblée Générale
des Francs-Camarades.

POUR UN RASSEMBLEMENT OUVRIERS, PAYSANS ET PÊCHEURS BRETONS

APRÈS LES "MINI-LIPS"

Le 25 octobre a eu lieu à BESANCON une rencontre originale ; une rencontre directe entre les travailleurs de 30 entreprises ayant mené ces dernières années des luttes apparues significatives par leur combativité, leur audace et leur démocratie (Joint, Lip, Teppaz, Everwear, Caron, Ozanne, etc...).

POURQUOI UNE REUNION ?

Charles PIAGET, au nom des ouvriers réunis en a expliqué le sens.

"Il est indispensable d'organiser le CONTACT DIRECT entre tous les travailleurs en lutte, par région, par branche, par trust, allant bien au-delà de ce qu'ont l'habitude de faire les Unions Locales, Départementales ou même les Fédérations Nationales.

Pour mener à bien une telle entreprise, la création d'un outil ouvert à tous et utilisable par tous est apparue nécessaire. Sa forme n'est pas encore définie, mais il devra être capable de recueillir toutes les informations sur les luttes ouvrières, les méthodes utilisées, les problèmes qui sont posés, résolus ou non, les difficultés rencontrées et ensuite les répercuter partout où elles seront nécessaires".

Une brochure fera le bilan de cette rencontre. Ainsi tous les travailleurs pourront bénéficier des leçons tirées par les participants.

EN BRETAGNE

Depuis 1972, et même avant, de nombreuses luttes ont été menées en Bretagne. Pas besoin de rappeler le rôle d'étincelle, de détonateur du Joint Français. Des bilans restent cependant à tirer, des échanges entre les travailleurs de la S.L.E., de Big Dutchmann, de Garnier, ... la liste est longue, n'ont guère eu lieu.

Mais il faut ajouter aux luttes ouvrières, les nombreuses luttes paysannes (guerre du lait, lutte contre les cumulards) le soutien concret apporté à la lutte ouvrière dans plusieurs conflits, le fait aussi que les paysans-travailleurs ont résolument choisi le camp anti-capitaliste.

Le poids de l'agriculture en Bretagne et par conséquent, le développement industriel qui en découle, tout cela nous fait dire que les paysans-travailleurs ont aussi leur place dans un rassemblement qui sera le bilan des luttes significatives.

La Fédération Bretonne du P.S.U., pour toutes ces raisons pense qu'il est utile qu'un tel rassemblement ait lieu. Elle a organisé une réunion de préparation et de discussion avec un certain nombre d'ouvriers et d'agriculteurs.

9

UN COLLECTIF DE TRAVAILLEURS EN DEHORS DE TOUTE QUERELLE DE CHAPELLE

Un collectif de travailleurs du Joint Français, de Sambre et Meuse, des Ets Paul Lefeuvre, de Mammouth et de l'Hôpital de St Briec, de Big Dutchmann, des abattoirs de Pédervec et du Laving-Glaces de Rennes, et le collectif des paysans-travailleurs des Côtes-du-Nord, lancent un appel, en précisant que cette rencontre aura lieu en dehors de tout parti politique.

Tout ouvrier, qu'il soit ou non, dans un parti ; qu'il soit militant à la C.F.D.T. ou à la C.G.T., est invité à participer à cette rencontre, s'il a lui-même pris une part active à une grève dans son entreprise.

Le but de cette rencontre sera de renforcer les contacts directs entre usines, de tirer en dehors de toute querelle de chapelle les leçons pratiques des luttes concrètes menées par les travailleurs bretons. Inutile de préciser qu'une telle réunion n'a rien d'anti-syndical, au contraire elle permettra aux participants dans les prolongements de la pratique syndicale, d'être mieux armés pour les luttes à venir.

1 - Commission soutien et élargissement des conflits ouvriers

2 - Pratiques démocratiques dans l'usine et dans la lutte

- Quelle organisation ?
- . Assemblée Générale
 - . Heure d'information
 - . Rôle de la Section Syndicale
 - . Commissions
 - . Comités de Grèves
 - . Conduite de la négociation

3 - Rapport de force et stratégie patronale

(Comment analyser

le rapport de force, suivre son évolution pour le rendre favorable aux ouvriers ? Quelles initiatives prendre pour le renforcer ?)

4 - L'entreprise en Bretagne

- . Rôle du Patronat breton, usines pirates et nouveaux saigneurs.
- . Rôle des multinationales.

5 - Ouvriers et paysans

La solidarité à sens unique (soutien paysan aux grèves et pas le contraire).

- . Rôle du Crédit Agricole
- . Problème des normes de transformation agro-alimentaire
- . Rôle des ouvriers travaillant dans le secteur agricole.

...

LE RASSEMBLEMENT AURA LIEU
À ST-BRIEUC

Samedi 31 Janvier 1976

et Dimanche 1er février au Foyer des Jeunes Travailleurs,
Rue Paul Bert.

L'hébergement sera organisée sur place. Il y aura une cantine
pour manger samedi soir et dimanche midi sur place.

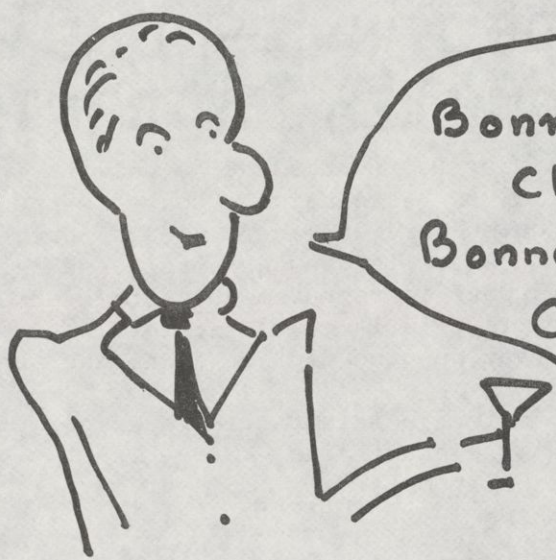
Samedi :
. 14 H à 18 H - Mise en place des commissions
- Début du travail

Dimanche :
. 9 H à 12 H - Commissions
. 14 H à 17 H - Assemblée Générale
. 17 H à 18 H - Conférence de presse

Un fest-noz sera organisé le samedi soir à Paul Bert afin de
se détendre et de mieux se connaître et de rembourser les
frais de voyage.

(Écrire au Groupe d'Information
Bretagne ou à l'APL. Ouest, 29
rue Jean. Jaures. Nantes - qui trans-
mettront)

Les voeux
de
Giscard :



Bonne Année aux
CHÔMEURS,
Bonne Santé aux
CANCÉREUX

11

LA JOYEUSE CHRONIQUE DES FÊTES DE FIN D'ANNÉE

26 Décembre: **LE PÈRE NOËL ANTINUCLÉAIRE A FRAPPÉ!**

à ENGLÉSQUEVILLE (Calvados, 180 habitants), site retenu pour l'implantation d'une Centrale.

C'est là que, déjà, le 10 novembre, un lot d'échantillons géologiques avait été détruit. Dans la nuit du 25 au 26 décembre, le camion portant le pylone de sondage a été incendié sur la propriété de Monsieur LEBREC. Monsieur LEBREC est mécontent, les gendarmes d'Isigny sont mécontents. Qu'en pensent les habitants d'ENGLÉSQUEVILLE ?

NOËL: CARLOS ATTAQUE À NANTES

La crèche de l'Hôpital Saint Jacques totalement détruite par un incendie. Malgré les bonnes soeurs et leurs extincteurs. La crèche est totalement détruite. Plusieurs chaises sont détruites. Les pompiers sont intervenus. Le terroriste palestino-vénézuélien à moustaches a réussi à s'enfuir !

..ET LES COMMANDOS DANS LE TRAIN

Dans le train Paris-Quimper, entre Lorient et Vannes. Deux blessés graves hospitalisés. Les agresseurs en civil, se sont vantés de faire partie des commandos.

PAS DE POT POUR LE PÉTROLIER POLLUEUR!

Pas de pot pour le pétrolier Port-Gros, qui répandait en douce des hydrocarbures au large de Belle-Isle (trainée polluante de 180 mètres de large et 25 mille nautiques de long. Un appareil de l'Aéronavale de Lann-Bihoué l'a pris en photo. Onassis arrangera ça.

RENTRÉE DE JANVIER: UNE BONNE NOUVELLE POUR LES ÉTUDIANTS-CHÔMEURS

"Un concours pour le recrutement de commissaires de police aura lieu le 26 février 1976. Les candidats doivent être titulaires de la licence en droit, ou en dernière année d'étude précédant l'obtention, avoir entre 21 et 30 ans, ils peuvent être de sexe féminin.

" Un concours pour le recrutement d'officiers de paix de la police nationale aura lieu le 14 et 15 janvier 1976. Ouvert aux titulaires de baccalauréat ou d'un diplôme de niveau supérieur.

Attention ! Casier judiciaire vierge exigé: En principe.
Ecrire au Préfet d'Ille et Vilaine
2, place Saint Melaine
35032 RENNES

Puisqu'on vous dit qu'on peut trouver du travail !

Quelques personnes représentant des associations et des organisations à caractère social de la région nantaise ont jeûné du lundi 22 décembre à midi au jeudi 25 décembre à midi. Pour alerter l'opinion publique et les pouvoirs publics de la région nantaise sur la situation très grave dans laquelle se trouvent les travailleurs et de nombreuses personnes de tous âges et de toutes conditions ; sans logement, et démunies de tout, y compris de leur dignité d'homme.

25 000 NANTAIS SANS NOEL NI APRES NOEL

- Statistiques d'un service psychiatrique de l'hôpital Saint Jacques : Dans 15 % des cas, le problème social est l'unique cause de l'hospitalisation ; 45 % des hospitalisés ont un problème social.
- 50 % des chômeurs de l'agglomération nantaise ont moins de 25 ans, les plus jeunes, n'ayant jamais travaillé n'ont droit à aucune indemnité.
- 80 % des détenus de la Maison d'arrêt de Nantes ont moins de 25 ans.
- De nombreuses entreprises nantaises pratiqueront un congé prolongé pendant les fêtes (chômage technique déguisé et journées non payées).
- 650,00 F par mois pour les vieillards et les infirmes.
- 2 mois sans ressources pour les chômeurs avant de toucher leurs premières indemnités légales.
- 12 000 travailleurs émigrés : carence de l'alphabétisation, inadaptations administratives.
- Travailleurs handicapés victimes de l'absence d'application de la loi des 3 % d'emplois réservés.
- 83 entreprises de travail temporaire de la région nantaise, se permettent de contourner la législation du travail.
- Et aucune possibilité d'hébergement dans la région nantaise, tous les foyers étant pleins, à l'ombre des milliards de la Tour de Bretagne.

Atteintes permanentes à la dignité de l'homme.

1 850 dindes ont été tuées pour le Réveillon de Noël.

Des boutiques alléchantes, des cadeaux à tous les prix pour fêter Noël dans la joie.

Trois milliards de nouveaux francs dépensés pour les fêtes en France.

Noëls d'étoiles - Noëls de guirlandes et bougies - Noëls de contes - Noëls de gueuletons - Noëls de cadeaux - Noëls de vacances - Noëls de vœux faciles - Noëls fermés de nos familles.

Noëls pour nous ; pour nous réjouir ; fêtes de nos richesses ;

Noëls de nos égoïsmes !

Participation à l'action des Associations et Organisations :

La Cité des Cloches - Le Service Régional Itinérant -
 Le Gasprom - le Grams (pour une médecine socialiste)
 Le Foyer Soleil de la Région Nantaise - La Clef sur la Porte -
 Un Brin de Causette - Fraternité Protestante - Petits
 Frères des Pauvres - Groupe de Recherche et d'Action non
 Violente - FNMIP - etc..

PETITES NOUVELLES DE L'OUEST

Après P..comme Parcètres...

Avant M..comme Morice ?

Dossier.. N COMME NEPTUNE !

Une étude explosive d'un groupe de travail de l'Institut de Contrôle de Gestion publiée par Ouest-France le 30 décembre.

A lire : "L'opération (Immeuble, parkings Neptune, au centre de Nantes) est pour les investisseurs ni plus ni moins un véritable fiasco... Pour sortir de l'impasse financière, la Municipalité devrait porter le tarif des parcètres à 1,50 F (et plus tard à 2,00 F et 2,50 F), porter leur nombre de 1 400 à 1 800, réprimer plus sévèrement le stationnement anarchique, porter de 30 à 45 ans la concession accordée par la ville à la Société Privée".

... "Ces pronostics d'utilisation de l'immeuble Neptune... se sont révélés complètement faux... La location de garage n'est pas compétitive... Mévente et non fréquentation, difficultés financières pour la société anonyme (Président : TARDY) et ses actionnaires (dont l'ETPO et la Société Africaine de Génie Civil, et la Compagnie Commerciale de l'Ouest)".

Conclusion des experts : "Les risques politiques incitent les élus à la plus grande prudence en la matière".

Conclusion (inavouée) de Ouest-France : Le journal publie à côté de cet article fracassant un appel du Sénateur-Maire aux Nantais pour le nouvel an : "Accordez-nous compréhension et appui... avant de donner notre accord à la mise en route de plans nouveaux, nous consulterons les Nantais, et tiendrons largement (sic) compte de leur avis".

29 Décembre : «**Dettes pour Salaire**» - la Fdsea et les paysans-travailleurs poursuivent les projections-débats de ce film. A propos des problèmes des agriculteurs-intégrés

Réunions suivies à STE PAZANNE, AIGREFEUILLE, CLISSON, et programmées à POUILLE LES COTEAUX, le 8 janvier, à NANTES et CHATEAU-BRIANT par la suite.

Dans la région, les éleveurs de veaux de boucherie ont subi de fortes pertes dues à la mauvaise qualité des aliments fournis par les firmes (poudre de lait en particulier). Plusieurs éleveurs se sont vus réclamer plusieurs millions d'anciens francs par les fournisseurs, et déjà deux d'entre eux ont quitté leur exploitation pour devenir ouvriers.

NANTES : LES FEMMES ET LA LOI

Un groupe de femmes envisage de lutter dans l'immédiat pour dénoncer la condition faite par la loi aux femmes divorcées ayant la garde des enfants.

Alors qu'actuellement seuls sont reconnus les droits des pères ; (ils restent propriétaires des enfants, même s'ils ne le sont plus des femmes ; ils ont tout droit de contrôle et aucun devoir, aucune tâche...).

Nous nous proposons de contester cette injustice à l'occasion du procès d'une femme de Nantes, reconnue coupable aux yeux de la loi, mais pas à nos yeux.

Si vous avez des témoignages à apporter sur ce problème, écrivez
au : GROUPE DE FEMMES
Co Librairie 71
29, rue Jean Jaurès
NANTES
Tél. 73.82.48

DIVORCE: AVOCATS NANTAIS EN GRÈVE !

Une semaine de grève des avocats nantais (5-12 Janvier) pour la première fois depuis Henri IV -Pas de plaidoiries, procès reportés, mais les bureaux restent ouverts-AG probable.

Contre l'entrée en vigueur de deux décrets relatifs au divorce, qui vont à l'encontre de la loi votée au parlement et organisent des procédures compliquées a dessein.

Sous Henri IV, ils avaient fait grève contre l'obligation de donner une quittance pour leurs honoraires.

P.S. La grève des avocats nantais est suivi à Riom (ville juridique historique)

ON N'A PAS VU SA DEPUIS 400 ANS!

PORTUGAL 76: 3 morts devant la prison de Custoias à Porto (1^{er} Janvier).

3 morts, la police a tiré-25000 personnes manifestaient leur solidarité avec les militaires révolutionnaires emprisonnés sous l'accusation-bidon d'avoir préparé un coup d'état d'extrême-gauche. L'APL-Ouest publie ci-dessous le témoignage du correspondant à Lisbonne de l'APL-Belgique sur la précédente manifestation à la prison de Custoias.

Notre soutien manifeste lors de la période d'essor de la Révolution, ne doit pas cesser dans les périodes difficiles.

LE PORTUGAL (APL-b, 21/12/75) MANIFESTATION DEVANT LA PRISON DE CUSTOIAS.

Le bus qui cahote de Porto à Custoias n'a sans doute jamais été aussi bourré, et malgré les protestations du contrôleur, le nombre de passagers autorisé est depuis longtemps dépassé. Vieilles femmes au visage ridé, en manteau de dimanche, ouvriers et paysans la casquette vissée au crâne, jeunes mamans tenant leur mioche à la main : tous se rendent vers le fort de Custoias, où sont détenus à la suite de la répression dans l'armée portugaise, quelques 80 militaires révolutionnaires.

Face au coup de barre à droite, la campagne pour la libération des révolutionnaires est une première et indispensable riposte.

Aujourd'hui 21 décembre, il y a manifestation devant la prison même de Custoias. Quelques 4 000 personnes sont massées devant l'aile réservée aux prisonniers politiques. 4 000 personnes, qui au moment de notre arrivée observent un complet et étonnant mutisme. Pourtant le silence n'est pas total : de derrière les murs de béton s'élève assourdie, une clameur rythmée et puissante. Ce sont les prisonniers qui s'adressent à nous : "Soldados, sempre ao lado de povo !" (Soldats, toujours aux côtés du Peuple !). La foule écoute longuement puis ovationne les révolutionnaires détenus, et 4 000 voix répondent : "Soldado, amigo, o povo esta contigo !" (Soldat, ami, le peuple est avec toi !).

Etonnant, bouleversant dialogue qui se poursuivra par delà les murailles durant trois heures. Les slogans "Libération immédiate de tous les révolutionnaires", "Mort au fascisme et à ceux qui le soutiennent", "Ouvriers, paysans, soldats, marins, unis nous vaincrons"-, les chants révolutionnaires (Grandola, Venceremos, Alerta, l'Internationale) jailliront sans discontinuer, tour à tour à l'intérieur et à l'extérieur de la prison.

Une lettre est lue, par mégaphone, à l'intention de la foule et des prisonniers. Elle émane d'officiers progressistes détenus au fort de Areeiro-Oeiras, et dénonce l'illégalité et l'arbitraire des arrestations, ainsi que les conditions de détention. Elle affirme aussi la détermination révolutionnaire de ses signataires. On la lit lentement, syllabe par syllabe, pour que là-bas dans leurs cellules, nos camarades que nous ne voyons pas puissent saisir chaque mot.

A LA FIN DE LA LECTURE, UNE NOUVELLE CLAMEUR

S'ÉCHAPPE DE LA PRISON: "APOIAMOS. Nous soutenons"

Les emprisonnés de Custoias reprennent à leur compte l'appel des emprisonnés d'Areeiro. La foule et les prisonniers reprennent le cri à

l'unisson. Nombreux sont ceux qui, parmi nous, ont sans vergogne les larmes aux yeux.

Au moment du retour, les manifestants passent devant l'entrée principale du fort. Devant celle-ci, une vingtaine de soldats de la Police Militaire, le fusil-mitrailleur à la main, et trois jeeps moteur ronflant. Les soldats sont entourés mais pas agressés : On lance des appels à ces "fils du peuple", on scande "Soldats, toujours aux côtés du peuple !", "la P.M. (police militaire) est au peuple, pas à Veloso" (Pires Veloso, commandant de la région militaire du Nord), on fait une fleur au commandant Jaime Neves, l'homme qui, à la tête des commandos d'Amadora, a mené la répression après s'être fait jadis une solide réputation comme massacreur de civils au Mozambique : "Neves, fasciste, asesino !". La plupart des soldats ont un sourire gêné, certains dialoguent avec des manifestants. Ceux-ci s'en vont finalement sans incidents, ils se reforment en cortège pour descendre vers le Q.G. militaire de la région du Nord à Porto.

— Nous apprenons par la suite qu'une mitrailleuse était en batterie dans la cour de la prison, derrière la lourde porte de métal, et que l'officier commandant le détachement avait ordre d'utiliser contre les manifestants, y compris à l'extérieur de l'enceinte du fort, "tous les moyens qu'il jugerait nécessaires".

— Au moment de quitter le fort, les manifestants scandaient : "Nos volteremos !" ("Nous reviendrons"). Combien de retours, quelle mobilisation faudra-t-il, tant au Portugal qu'à l'échelon international, pour obtenir la libération de tous les révolutionnaires aujourd'hui emprisonnés ?

Correspondance
Agence de Presse Libération-Belgique.



LETTRE OUVERTE AUX ÉVÊQUES DE BRETAGNE

Le 22 décembre 1975,

[---] Dans trois jours, les hommes fêteront Noël, certains se réjouiront et participeront à diverses festivités, d'autres passeront cette nuit de la Nativité entre les murs d'une cellule. Qui sont ces hommes, aujourd'hui incarcérés dans les prisons parisiennes pour avoir lutté pour l'amélioration du sort de leurs semblables ?

- Des militants bretons, entre autres Monsieur l'abbé de Tréverec dont la lutte avait pour but de faire reconnaître les droits bafoués de leur peuple ;
- Des soldats qui ont osé revendiquer les droits démocratiques au sein de l'armée ;
- Des militants syndicaux et politiques qui les ont soutenu.

Le caractère arbitraire de ces détentions dont la quasi-totalité repose sur le délit d'opinion ne pourra vous laisser insensible.

"... LA POSITION DE L'ÉTAT ESPAGNOL VIS-À-VIS DES MINORITÉS NATIONALES EST « PLUS COMPRÉHENSIVE » QUE CELLE DE L'ÉTAT FRANÇAIS..."

Des villes et des campagnes bretonnes, s'élèvent des voix de plus en plus nombreuses réclamant la reconnaissance des droits du peuple breton, tant au niveau culturel qu'économique et institutionnel.

L'attitude du pouvoir capitaliste français, les bafouant sans cesse, nous amène à penser que la position de l'état espagnol vis-à-vis de ses minorités nationales est plus compréhensive que celle de l'état français. En effet, la politique de concertation du gouvernement libéral de l'Etat français se résume en Bretagne à des perquisitions, des interpellations et arrestations de militants. Quelle honte pour le pays de la Déclaration des Droits de l'Homme.

EN BRETAGNE L'ÉGLISE SE TAIT..

Qu'en est-il de la position de l'Eglise face à ces problèmes ? Au Pays Basque, même sous la dictature franquiste, le clergé et les Evêques ont manifesté à maintes reprises leur soutien à la lutte du peuple basque pour sa liberté. Le nombre de prêtres basques incarcérés à la prison de Zamora en témoigne. En Corse, l'Evêque s'est montré solidaire des patriotes combattant pour la reconnaissance des droits du peuple corse. Hier, Monseigneur Etchegaray de Marseille a pris position pour les soldats et militants victimes de la répression. En Bretagne, l'Eglise se tait.

Comités BRETONS ANTI-REPRESSION de Brest, Cornouaille-Quimper, Lorient, Quimperlé, Pontivy, Morlaix, Nantes, Saint Nazaire, Saint Briec, Guingamp, Lannion, Paris, Fougères, Rennes, St Malo, Carhaix, Granville.

 Cette lettre ouverte a été adressée aux Evêques de Quimper, Vannes, Nantes, Saint Briec, à l'Archevêque de Paris, au Cardinal de Rennes, au Cardinal Marty et à l'Assemblée de l'Episcopat Français.

L'ARMEE N'EST PAS UNE INSTITUTION SACREE

[propos recueillis au cours d'une conférence débat organisée par le groupe d'insoumission total de Nantes avec la participation de Mr de Félice, avocat, membre du comité central de la ligue des droits de l'homme et défenseur de nombreux inculpés devant les tribunaux militaires et la cour de sûreté de l'état.]

LES REVENDICATIONS DES APPELES DANS LES CASERNES

Le débat actuellement à l'intérieur des casernes met en cause l'institution militaire au niveau le plus élémentaire. Il s'agit de refuser les brimades la discipline quand elle est particulièrement stupide et abérente. d'obtenir pour les appelés de se réunir en comités ou en syndicats pour revendiquer un certain nombre de droits.

Les appelés à qui l'on a donné le droit de vote à 18 ans, se retrouvent à 20 ans privés de la plupart de leur droit et réagissent. L'opinion en général comprend cela mais en même temps s'en inquiète: "si les soldats prennent en charge la défense de leurs droits, ils vont se constituer en groupe, discuter, revendiquer, éventuellement refuser un certain nombre d'ordres qui leurs sont donnés".

LUTTES A L'EXTERIEUR DES CASERNES

De nombreux jeunes refusent d'entrer dans les casernes parce qu'ils n'acceptent pas le type de défense qu'on veut leur imposer, ils se révoltent contre un certain ordre.

Les objecteurs, les insoumis, les déserteurs refusent l'armée qui les réduit à l'état d'objet et l'armée briseuse de grève, ils dénoncent les ventes d'armes à l'étranger, et les tribunaux militaires. Les problèmes doivent être posés à tous les citoyens français. Et ceux qui les posent vont souvent jusqu'à des interpellations dangereuses pour leurs santé et leurs libertés.

A ces luttes s'ajoutent celles des syndicalistes qui ont trouvé juste d'épauler les soldats à l'intérieur des casernes pour qu'ils obtiennent les mêmes droits que les civils.

Il ne faut pas s'enfermer dans le débat entre ceux qui luttent contre toute armée et ceux qui sont pour une armée populaire. Il ne faut pas opposer ceux qui luttent à l'intérieur des casernes pour les droits élémentaires des soldats et ceux qui luttent à l'extérieur pour une objection de conscience politique et un autre type de défense.

LA REPRESSION DU POUVOIR

En France, les revendications des appelés dans les casernes se heurtent à la volonté de l'état major et du gouvernement de ne pas laisser se créer un processus de revendications des droits, d'organisations et d'association et d'association à l'intérieur des casernes. On peut tout discuter mais on ne discute pas l'institution militaire.

Le pouvoir réprime en utilisant les armes les plus lourdes, la cour de Sûreté de l'état, le tribunal répressif le plus élevé dans la hiérarchie en France. Les soldats et les syndicalistes qui doivent comparaître devant la cour de sûreté de l'état risquent 5 à 10 ans de prison pour participation à une entreprise de démoralisation de l'armée ayant pour objet de nuire à la défense nationale (article 84 du code pénal)

Contre ceux qui refusent l'armée, les insoumis les déserteurs, le pouvoir utilise la prison ou le rapport psychiatrique qui déclare l'individu fou. Ces appelés envoyés en hôpital psychiatrique sont considérés comme fous puisqu'ils mettent leur propre sécurité en danger en refusant l'institution militaire. Toute une série d'appelés obtiennent des non lieux et sortent de prison, souvent après une grève de la faim, parce qu'ils sont psychorigides allergiques à la vie sociale, schizophrènes, paranoïaques... mais ces documents peuvent les suivre grâce à des fichiers et on pourra par la suite leur refuser certains postes dans la vie professionnelle.

DANS D'AUTRES PAYS

- AUX PAYS-BAS, il existe des syndicats de soldats.
- EN ALLEMAGNE FEDERALE, il y a un nombre relativement important d'objecteurs de conscience.
- EN GRANDE BRETAGNE, des tracts ont été distribués dans les casernes des soldats anglais en Irlande, ces tracts étaient des appels à la désertion et donnaient des filières et des adresses pour que ces soldats partent en Suède. Un tribunal de Londres a acquitté ces distributeurs de tracts en déclarant: "ce n'est pas une conspiration contre l'armée, c'est le droit de chacun de discuter l'institution militaire et de mettre en questions les problèmes de la défense nationale."
- AUX ETATS UNIS, pendant la guerre du Vietnam, beaucoup de soldats de l'armée américaine venaient en France parce qu'ils refusaient de combattre au Vietnam, ils avaient reçu dans leur caserne des tracts qui étaient diffusés librement car les citoyens américains estimaient que dans les casernes, les soldats ne devaient pas être privés de leurs droits élémentaires et pouvoir lire ce qu'ils voulaient.
- Bien sûr tout peut être récupéré, des syndicats à l'insoumission. Les syndicats dans l'armée moderne des pays bas n'empêche absolument pas l'institution militaire de fonctionner. L'armée par la réforme, récupère les insoumis. Mais les déserteurs américains au Vietnam au début étaient 10, 100, puis 10.000, 100.000, finalement l'opinion américaine a été touché par une action devenue collective et politique. On ne peut pas dire maintenant qu'un refus individuel n'aura pas de portée.

L'OBJECTIF DE L'ARMEE: L'ENNEMI DE L'INTERIEUR

Une des fonctions essentielles aujourd'hui de l'institution militaire est de débarrasser ce que l'on appelle l'ennemi intérieur. L'ennemi de l'intérieur c'est l'opposant politique, celui qui met en question les structures sociales, économiques, et politiques du pays. A la limite l'ennemi intérieur dans le contexte actuel c'est peut être celui qui est plus dangereux que l'ennemi extérieur, c'est donc celui que l'institution militaire doit rechercher et pourchasser, celui que l'on appelle souvent "gauchiste"

Certaines manoeuvres militaires ont des orientations très précises dans ce genre: Manoeuvre pour faire coopérer les civils à la répression des éléments subversifs. ou bien, reprise par l'armée de territoire occupés par des civils.

L'ARMEE EST DEJA UNE ARMEE DE METIER

Dans la gauche française ce qui inquiète le plus c'est qu'une armée de métier puisse s'installer en France. Certains responsables de la gauche pensent que pendant la guerre d'Algérie, le contingent qui a obéi au gouvernement, a empêché le putsch des militaires.

Les soldats font aujourd'hui un service militaire considéré par beaucoup comme inutile et mal fait. La caserne n'est pas un lieu où l'on se forme. Le contingent a-t-il un rôle dans l'institution militaire aujourd'hui?

Les armes modernes les plus perfectionnées et extrêmement coûteuses, chars d'assaut, hélicoptères mirages, ... sont mises entre les mains de spécialistes. Ces spécialistes formés pendant de nombreuses années n'appartiennent jamais au contingent. Ces armes peuvent éventuellement se retourner contre le peuple lui-même lorsque mécontent d'un certain nombre de structures, il cherche à les modifier.

Le problème de l'armée de métiers et de l'armée de conscriptions devient un problème dépassé. IL y a toute une différence entre l'armée des dernières guerres et l'armée d'aujourd'hui avec des moyens modernes de destruction et la recherche de l'adversaire de l'intérieur.

L'armée se débarasse le plus souvent par la réforme de ce qui n'est pas conformes. Le contingent ne serait plus qu'un moule après celui de l'école pour apprendre l'obéissance et la hiérarchie.

L'ARMEMENT MODERNE ET LA DEMOCRATIE

L'institution militaire devient dans un pays moderne, par les moyens dont elle dispose, notamment l'armement atomique, un outil qui dévore lui-même la démocratie.

Avec les armes atomiques, les citoyens abandonnent leurs droits et leurs responsabilités entre les mains d'un seul homme. On délègue au chef de l'état la responsabilité d'appuyer sur la gachette contre un ennemi potentiel, qui d'ailleurs sera viser dans ses villes, dans ce que l'on appelle les objectifs démographiques avec le compte sur les milliers de morts que ces armes peuvent représenter.

Le fait de se livrer à la responsabilité d'un seul homme correspond-il à la démocratie?

La force de dissuasion peut-elle exister si on doit consulter les citoyens avant d'utiliser l'arme atomique?

Si demain on estime dans les états majors qu'une arme chimique ou bactériologique doit être utiliser parce qu'elle est réellement la plus utile pour la défense de la France, les citoyens diront-ils: "acceptons cette arme puisque se sent les nécessités de la défense nationale."

On a pas tous le sentiment que ces armes sont faites pour nous defendre et pour défendre nos libertés.

LES TRIBUNAUX MILITAIRES

Il existe en France des trbunaux de droits commums, pourquoi une institution comme l'armée possède-t-elle ses propres tribunaux? Cela devrait choquer tous les citoyens. Dès gens sont à la fois Juge et Partie, ils jugent des jeunes qui refusent l'institution militaire et ceci de façon tout à fait arbitraire. Sur 10,9 sont réformés pour raisons psychiatriques et un condamné pour l'exemple. Ainsi l'institution militaire essaye d'evincer le débat soulevé par le refus de certains jeunes.

Des jeunes entâment des grèves de la faim illimitées pour se faire entendre. Ainsi Marc Thevenet a fait 84 jours de grève de la faim, a tel point que le directeur de la justice militaire (qui est aussi le directeur de la gendarmerie!!) s'est dit bouleversé par son sort! Lui - même pour le libérés s'est heurté à d'autre personnalités.

Cela parait étonnant dans une démocratie qui possède des tribunaux ordinaires et toute une série d'institutions que l'opinion publique peut critiquer, qu'une de ses institutions ait ses propres tribunaux et n'accepte pas d'être l'objet de critiques.

CONTRA LA MUERTE ESPAGNE EN MARCHÉ



"Au moment où la lune se couchait
"Ils ont encerclé le cri
"Mis des menottes à l'espérance
"Et arrêté la raison .

Poèmes des tristes murs des prisons de Carabanchel et de Yésérias, du romancero basque, chansons des peuples d'Espagne révoltés, traqués, poèmes de l'exil forcé, chansons de solidarité sont réunis dans ce disque . Chargés d'émotion, de colère et d'espoir, ce sont les poèmes d'EVA FOREST et d'ALFONSO SASTRE, les chansons d'IMANOL, de MARIA BURRUCA et d'ARBATZ . Il nous a semblé important, en ce moment, de faire entendre ces voix qui nous appellent à lutter contre la mort et à reconnaître "ceux que l'histoire oublie, ceux dont le monde ne parle pas dans ses livres"; ces voix qui nous disent qu'au pays du soleil "le garrot revient quand s'en va l'estivant", et qui répètent avec insistance que "la solidarité est une grande chose qui donne de la force".

Ce disque 33t (D5104) est produit par les éditions DROUG en solidarité politique et financière avec les Peuples d'Espagne .

Pour toute commande: Editions DROUG - BP 3316 - 44033 NANTES CEDEX
Tél: /40/73.58.28

Pour tout contact: Secours Populaire aux Peuples d'Espagne (SPPE)
22, rue du Petit Musc - 75004 PARIS

Prix du disque: 25F - Port: 3F50

CARMONA

1. Ca ne leur suffit pas de nous donner un salaire
Qui ne permet pas de boucler le mois .
Ca ne leur suffit pas qu'on travaille
Du lever au coucher du soleil .
Combien de crans devons-nous encore serrer
Maintenant qu'ils nous refusent l'eau?
Pendant combien de temps faut-il crever de soif
Pour prendre le risque de mourir?
Quels sont les intérêts secrets
Qui ordonnent de tuer
Au lieu de contruire des canalisations
Pour mouiller Carmona
Et assécher les restrictions?

REF: De l'eau!

Comme si on demandait la lune...

Maudite la goutte qui fera déborder la coupe!

2. L'eau serpentait au fond d'une piscine
(Elle qui voulait tant inonder les robinets de la ville)
Mais le maire de Carmona aimait à s'y vautrer
Se vautrer dans la patience jusqu'à ce qu'elle explose .
Tout le peuple se retrouve sur le chemin vicinal
Espérant que le chemin deviendrait torrent
Torrent de coups de feu quand ils se mirent à crier
Pour corriger l'histoire avec leur plainte ancestrale .
(Ref)

3. Ils se sont plaints toute une journée
Mais l'eau n'a pas jailli
C'est l'effroi qui a jailli, sous son déguisement verdâtre .
Au moment où la lune se couchait
Il ont encerclé le cri,
Mis les menottes à l'espérance
Et arrêté la raison .
Une clameur immense a surgi .
On veut les disperser .
Un garçon se penche, cherchant une pierre .
Il allait la jeter,
Mais une détonation couvre sa voix .
(Ref)

4. Quand on entend ces cris
On commence à réfléchir :
La richesse nationale, elle se fait sur le dos de QUI?
Quand on dresse le bilan, la solution est claire :
Je ne vole rien en réclamant les moyens de production .
Que de sang versé! Et ici rien ne bouge .
Isolément, nous ne changerons rien,
Pas plus qu'en brandissant des pierres
Quand ils ordonnent de charger .
Il faut fourbir les armes,
Organiser la grève générale .

REF: De l'eau!

Comme si on demandait la lune...

Cette toute petite goutte,

Elle va bien finir par tomber

Pour qu'enfin la coupe déborde!

* Au mois d'Août 1974, il y eut à Carmona une grande manifestation (30000 personnes) au cours de laquelle la population réclamait... de l'eau . Comme d'autres fois, la garde civile tira "en l'air", tuant Miguel Roldan en Pleine rue .

BURGOS 70
LE CIEL ROUGE

Contre le glaive s'est forgé un cri
Sous le ciel rouge d'Euskadi .

Le peuple s'est mis en marche
Espoir, foi, tenacité
Vie neuve, monde nouveau

La paix! comme un berceau pour les enfants
La paix! un avenir sans crainte
Les mêmes droits pour tous

L'homme et la femme ne seront plus enchaînés
Leur lien durera le temps de leur amour
Simple comme leurs noces

Les usines seront aux travailleurs,
Les champs et les forêts aux paysans,
Les bateaux aux pêcheurs, comme l'eau est à la mer
Et l'harmonie de notre langue aux poètes du peuple

Alors, nous occuperons la première ligne
De nouveaux drapeaux se prépareront
Dans toutes les maisons où gronde la révolte
Nous occuperons la citadelle des maîtres
Nous liquiderons le triste royaume de l'offre
et de la demande

Alors, dans le pays basque et le reste de l'Espagne
Il n'y aura plus de classes sociales
Alors, les hommes ne seront plus à vendre
Les femmes ne seront plus achetées
Pour une nuit ou pour toujours

Alors, nous serons enfin heureux
Alors, enfin, NOUS SERONS .

MARTEAU PILON

Aujourd'hui, comme hier, le sang est versé
Aujourd'hui, comme hier, palpitent les affronts
Accumulés depuis des siècles
Par ma classe écorchée vive

Nous sommes ceux que l'histoire oublie
Ceux que personne ne représente
Ceux dont le monde ne parle pas dans ses livres
Ceux que les dieux ont omis de créer

Nous avons perdu mille batailles dans la fuite
Nous avons été décimés par les épidémies et les tourmentes
Qui, dans leur sadisme, ne cessent de raviver nos blessures

Mais écoutez bien: pour la classe décharnée
Pour les parias de l'histoire et de l'argent
La guerre n'est pas encore perdue .

SAETA

Traînant l'héritage de mille ans de morale chrétienne,
Réprimant l'instinct qui crie
Endormi sous le rêve,
La croix d'une religion se balance sur le sexe
Croix-épée depuis le temps de la Sainte Inquisition .

"Vierge pure
"Mère de solitude
"Pour que tu pardonnes mes péchés
"Je viens m'agenouiller devant toi .

Traînant l'héritage de mille ans de morale chrétienne,
Défendant les institutions
Pourries par la tradition
Se dressent les piliers de la civilisation .

"Vierge pure
"Mère de solitude
"Pour que tu pardonnes mes péchés
"Je viens m'agenouiller devant toi .

23

ILS SONT EN PRISON, ÉCRIVEZ-LEUR

Ecrivez leur. Une façon de faire passer le vent de la solidarité par delà les barreaux.

PRISON DE FLEURY-MEROGIS, 27 avenue des Peupliers 91 700 Ste Genevieve des Bois:

LEGER GERARD CDA LYON
BEAUDOUIN CLAUDE CFDT VERDUN
MARIELLE BRUNO CGT MINISTERE AFFAIRES SOCIALES
MARCOUX MARYVONNE LYON
THIERRY BERNARD UL CFDT VERDUN

PRISON DE FRESNES 1 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC 94251 FRESNES

JUSSIAUX GERARD CFDT BESANCON
CREUX ARMAND LCR LYON
MURER RAYMOND PSU
MONDO IGOR LYON SAMARTINO LYON
TOUATI ALI PRE ST GERVAIS
OGER MICHEL SOLDAT CAZEAUX
STRAMBOULI JACQUES CFDT 14^e ARRONDISSEMENT PARIS

PRISON DE LA SANTE, RUE DE LA SANTE 75 014 PARIS
HOUSSIN YANN (NIMES)
JULLIEN BERTRAND (IDS)
MOACK OLIVIER (IDS)
PUCCIARELLI DOMENICO LYON

EUX ONT ÉCRIT ÇA ...

"La section syndicale de Fleury-Merogis à Edmond Maire, secrétaire général CFDT et à Georges Séguy, secrétaire général de la CGT.

"Nous, VALENTINI BLONDELLE JUNG BEAUDOUIN MARIELLE, conformément aux statuts en vigueur à la CFDT et à la CGT, nous vous annonçons par la voix de notre secrétaire de Fleury Merogis, la création d'une intersyndicale CFDT CGT, afin que soient respectés nos droits et nos conditions de vie, et que nous bénéficions entièrement du régime particulier accordé aux prisonniers politiques.

"Dans l'attente d'une confirmation de votre part, veuillez accepter nos salutations amicales.

Le secrétaire de l'intersyndicale.

L'A.P.L.

QUOI ?

L'APL-Ouest-information, bulletin hebdomadaire diffusé à près de 700 exemplaires, lu et soutenu par différents groupes (écoles, usines, quartiers, objecteurs, paysans-travailleurs, etc...) se veut: "POUR UNE INFORMATION AU SERVICE DES LUTTES POPULAIRES"

L'APL résolument engagé pour la suppression du système capitaliste veut garder une large ouverture à tous les courants révolutionnaires et progressistes et pour cela refuse d'être lié à un groupe quelconque.

→ NOS REUNIONS SONT OUVERTES A TOUS, LE VENDREDI SOIR A 20h30 au 12 bis rue de l'industrie (derrière la Lib.71).

OÙ ? (EN VENTE)

- Librairie 71, 29 rue Jean Jaurès
- Librairie Euzen, rue Jean Jaurès
- Librairie J. Vernes (près pl. Commerce)
- Café Surcouf, Morrhonnière.
- Café La Noé, Jonelière.
- R.U. Le Tertre, mardi midi.
- rue de Strasbourg, face à la préfecture.
- Kiosque Bellevue, grande place.

COMMENT ? (s'abonner)

12 n°s un trimestre 15f. Soutien 20f.
24 n°s un semestre 30f. Soutien 40f.
48 n°s un an 55f. Soutien 70f.

Laissez votre ordre en blanc, et envoyez-le à la librairie 71.

BONNES ADRESSES

CSOC (Comité de soutien aux objecteurs) 57, rue des Hauts Pavés
GIT (groupe insoumission totale) Tous les jeudi 20-22h.
Comité Portugal/Fraternité Protestante, 20h30 Tous les 2^{ièmes} Mercredi du mois

CNT-AIT (Confédération nationale du travail, section française de l'Association internationale des travailleurs) 43 rue Felix Faure. - Rezé
permanence: tous les samedi 15-18 h.

APF (association populaire familiale) 2 rue Lamoricière
Gasprom, 1 rue Léon Say, Tel 74-65-59 permanence Vend. 19-21h.
Centre Nantes 1/3 Monde, 9 rue des Hauts-pavés-dispose d'un montage audio-visuel sur le pétrole et la faim au Sahel.

CABE (comité d'Acces aux bords de l'erdre)-Robert Chiron, la Vrière, La Chapelle-s-Erdre--dispose d'un montage sur le problème scandaleux des bords de l'erdre-sur la manif de 70, un film de 20mn.-une brochure de 120 p. sur les luttes menées depuis 6 ans.

GSED-MFA Tel. 75-53-83 2nd. dimanche à 10h. Café Moderno, quai Marcel Boissard-Trentemoult.

Nantes
a.p.l. périodique
CPPAP 54701

Nantes
a.p.l. périodique
CPPAP 54701